

[Text]

aware, as we all are, of the very prestigious committee set up and chaired by the Prime Minister and known as the National Advisory Board on Science and Technology. They have divided themselves into three committees, one of which is the committee on the Department of Industry, Science and Technology. It was interesting to read their report to the Prime Minister that came out not too long ago. Throughout the whole report of that last committee on the Department of Industry, Science and Technology I find no mention of tourism. It is not mentioned once. Yet it is obviously one of the major components in the bill.

Before the minister responds to that particular observation, I also note that when this committee reports and discusses the mandate for the Department of Industry, Science and Technology under the sub-heading of the objective of DIST, they acknowledge that the purpose of the department should be to foster the economic growth and development of Canada by promoting an internationally competitive commercial sector encompassing firms of all sizes. They acknowledge that, and they go on under the heading of "Objective" to say the focus of the department should not be blurred by competing objectives such as regional development, income support, or job creation. Then in parenthesis they say there is a significant complicating factor in that the department will have continuous responsibility for regional development in Quebec and Ontario, and this explicit responsibility should be clearly differentiated from the department's main purpose.

I find this very interesting. What this very prestigious body, which was set up for a very special reason by the Prime Minister, who recognized that we were falling behind in science and technology—and I am sure that is why it was set up... we then have put before us a bill that in many respects runs counter now to what that very prestigious committee is recommending, as I interpret it. Furthermore, there is not even a mention of tourism in this report, as I alluded to earlier. I am a little concerned about the evidence we have heard today on regional development, job creation, and so on, which obviously, according to this prestigious committee, should not be part of the mandate of that new department.

I just throw that out for some observations from this minister. Maybe the other minister this afternoon will comment on that too.

**Mr. Hockin:** Mr. Chairman, I do not know whether I should respond. They were interesting comments from my friend Dr. Halliday.

Let me say first of all that it is important conceptually for us to understand that regional development has been sequestered and it is moving essentially to the regional agencies. Although FEDNOR has a role in the

[Translation]

Le ministre n'ignore pas non plus, nous le savons tous, qu'il existe par ailleurs un comité très prestigieux mis en place et présidé par le premier ministre et connu sous le nom de Conseil consultatif national sur la science et la technologie. Ce comité s'est subdivisé en trois sous-comités, dont l'un est le Comité du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. J'ai lu avec intérêt le rapport remis par ce comité au premier ministre il n'y a pas très longtemps. Nulle part, dans ce rapport du Comité du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, je n'ai vu mentionné le tourisme. On n'en parle pas une seule fois. Pourtant, c'est de toute évidence l'un des éléments principaux du projet de loi.

Avant que le ministre ne me réponde sur ce point en particulier, je fais remarquer par ailleurs que lorsque le Comité fait état et discute du mandat du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie à la rubrique intitulée Objectifs du MIST, il reconnaît que le but du ministère devrait être de promouvoir le développement et la croissance économiques du Canada en facilitant l'implantation d'un secteur commercial concurrentiel au niveau international regroupant des entreprises de toutes tailles. Il reconnaît, et il poursuit dans cette même veine sous la rubrique «Objectifs», que le ministère ne doit pas se laisser dérouter par les objectifs parfois antinomiques tels que le développement régional, le soutien du revenu ou la création d'emplois. Puis, entre parenthèses, il indique qu'il y a un élément de complication significatif en ce sens que le ministère continuera à être chargé du développement régional au Québec et en Ontario et que cette responsabilité explicite doit être clairement différenciée de la grande finalité du ministère.

Voilà qui me semble très intéressant. Il y a d'abord cet organe très prestigieux, créé pour une raison bien particulière par le premier ministre, qui a reconnu que nous étions à la traîne dans le domaine de la science et de la technologie, et je suis sûr que c'est pour ça qu'il a été créé... et maintenant on nous présente un projet de loi qui, sur de nombreux points, d'après moi, va à l'encontre des recommandations de ce comité de grand prestige. De plus, on ne dit mot du tourisme dans ce rapport, comme je l'ai indiqué précédemment. Je me pose quelques questions sur les témoignages que nous avons entendus aujourd'hui à propos du développement régional, de la création d'emplois, etc., qui de toute évidence, si l'on en croit ce comité prestigieux, ne devraient pas faire partie du mandat de ce nouveau ministère.

Je soumets simplement ces quelques observations à la réflexion du ministre. Peut-être que l'autre ministre pourra nous faire quelques commentaires à ce sujet cet après-midi.

**M. Hockin:** Monsieur le président, je ne sais pas si je dois répondre. Les observations de mon ami, M. Halliday, sont intéressantes.

Je voudrais vous dire tout d'abord qu'il nous faut bien comprendre au niveau des principes que le développement régional a été mis à part et est pour l'essentiel confié aux organismes régionaux. Le